L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 19 JANVIER 1882. 55me Année.

Buthuer, Bonnet & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI, 19 JANVIER 1882

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par O. Valsten, au magasin No 99 rue des Magasins, cantinier.

Le moyen d'avoir des capitaux.

Le meilleur moyen d'avoir des capitaux, c'est de les produire et non de les attendre. Tout Etat du Sud peut produire des capitaux par l'agriculture. Nous disons par l'agriculture, attendu que l'industrie agricole est celle qui est la plus particulière au Sud, et qu'elle ne peut lui faire défaut. Cette agriculture y est soutenue par la spécialité de ses produits, qui ont pour débouchés presque tous les marchés du monde, sans concurrence dangereuse. L'agriculture, il est vrai, n'offre pas un revenu certain, et ce revenu dépend de toute espèce de vicissitudes atmosphériques, mais ces vicissitudes ne sont pas plus à craindre dans le Sud que dans les autres régions qui jouissent d'un climat plus tempéré. En tous pays, l'agriculteur est exposé à des mécomptes provenant de causes qu'il ne peut prévenir, mais que, cependant, il peut modifier assez pour qu'elles soient moins désastreuses dans leurs effets. Les évolutions ou changements de la température se calculent, et l'économiste agricole doit acquérir, par l'expérience et la pratique, un savoir qui le mette à l'abri de pertes ruineuses.

L'économiste agricole ne doit livrer que le moins possible de ses travaux aux hasards de la température, de manière à rendre légers les accidents qui peuvent se produire dans le cours de son exploitation. L'économiste agricole doit compter plutôt sur lui-même que sur les secours d'autrui ; il doit viser à faire moins avec ses propres forces qu'à faire beaucoup avec des forces empruntées. Dans le premier cas, tout ce qu'il retire de la terre est à lui, et, si la saison lui est défavorable, il trouve, dans ses épargnes, le moyen de recommencer ses travaux pour une récolte suivante ; il se relève alors d'autant plus facilement que les saisons se succèdent sans se ressembler. Il est bien rare, en effet, que l'agriculteur ait à se plaindre de deux mauvaises saisons de suite. Si l'une a trompé son espoir, l'autre lui sera plus propice. Il peut compter sur des retours climatériques et, s'il est prudent, il ne sera jamais réduit à abandonner ses champs et sa grange pour chercher fortune ailleurs. Dans le second cas, il se trouve privé de toute ressource. Les produits que la terre a pu lui donner sont absorbés, et au-delà, par ses redevances, et ne pouvant remplir ses obligations envers ceux dont il avait demandé l'assistance, il est forcé de s'engager lui-même au service d'autrui ou d'avoir recours à des expédients d'une nature plus aventureuse encore et d'un résultat plus incertain.

Les agriculteurs de la première école réussissent et se font bien vite une masse de capitaux disponibles pour des entreprises industrielles. C'est par ces économies agricoles que le Sud parviendra à se créer des ressources indépendantes et à devenir manufacturier à son tour, s'il juge à propos, d'ajouter une industrie à celle qui lui est plus particulièrement propre, l'industrie agricole, et nous espérons qu'il ne tardera pas à entrer dans cette voie de progrès. Le Sud pourrait alors fonder des fabriques, et ordonner de grandes lignes de communication qui lui appartiendraient exclusivement et dont il règlerait, dans son intérêt, le tarif et le service. Il est vraiment étonnant que le Sud ne soit pas encore en état de se régénérer lui-même après une si longue et si prospère exploitation du sol, sous un climat qui lui assure le monopole de produits précieux presque sans concurrence sur les divers marchés du monde.

Pour être si tardivement en retard, comparativement aux autres parties de l'Union, il a donc fallu que le Sud ait manqué d'économie ou qu'il ait été gouverné d'une manière destructive, et cette dernière raison nous paraît la plus juste. Nous disons au commencement de cet article, qu'il vaut mieux produire les capitaux que de les attendre, et nous voyons quasjourd'hui le Sud en est réduit à les attendre toujours. Encore, si ces capitaux venaient, cela vaudrait certainement mieux que rien, mais ceux qui viennent ne viennent pas précisément pour nous rendre service, ils viennent pour donner des revenus non destinés à être dépensés ou employés dans le Sud, d'où ces revenus seront tirés. C'est toujours un avantage appréciable, en ce sens que toute amélioration quelconque profite nécessairement à la région où elle est exécutée, mais cet avantage n'est rien à côté de celui qui résulterait d'une autre destination des revenus. Nous sommes la province ici, et nous sommes exploitée par une capitale financière qui ne nous favorise que lorsqu'elle ne sait plus que faire de son argent ; alors elle daigne nous en envoyer des bribes pour cenai, bribes dont on dirait qu'elle fait le sacrifice d'avance, si faible est la confiance que cette capitale financière semble avoir en nous.

Et, il faut bien le dire, si cette confiance est faible, c'est notre faute, car il importerait assez peu que ces capitaux nous vinssent d'un côté ou de l'autre, pourvu qu'ils nous fissent avancer libéralement pour la fondation des établissements qui nous font besoin. Mais à part les grandes lignes de chemins de fer que les capitalistes du Nord recherchent parce qu'elles donnent un revenu vingt-quatre heures après la pose du dernier rail, ils ne nous font pas l'offre d'un cent pour l'exploitation d'autres industries. Nous avons besoin de fabriques de coton et de laine, nous avons besoin aussi de beaucoup d'autres établissements dont les éléments de succès seraient aussi grands, plus grands même ici qu'ailleurs, et nous ne voyons venir à nous rien de ce qui pourrait nous encourager dans nos entreprises. Nous sommes traités un peu trop en étrangers. On nous donne des chemins de fer, mais on en donne autant au Mexique, et, quant aux fabriques, on ne nous en donne aucune.

Il faut qu'il y ait une raison, une raison suprême, pour que les capitaux se détournent de nous dès qu'il s'agit d'améliorations ou d'entreprises publiques, autres que des entreprises de voies ferrées, dont la gestion est connue par les généraux du régime fédéral. On aime mieux ce régime que le nôtre, et c'est parce qu'on a pas foi dans l'avenir de nos gouvernements locaux. C'est notre faute. Le système fiscal, en vigueur ici, système qui change sans cesse, change, fait peur aux capitaux étrangers. Ceux qui les possèdent et qui savent, d'ailleurs, disposés à nous aider, reculent devant des administrations municipales qui n'ont rien de fixe ni de permanent dans leurs opérations. Il n'y a rien au monde de plus décourageant pour les capitaux que l'établissement de nos patentes, patentes qui, dans leurs fluctuations, menacent sans cesse les entreprises industrielles. Ces entreprises se fondent sur la base d'un impôt qu'on doit supposer fixe et régulier ; loin de là, cet impôt varie suivant les besoins, justifiés ou non, d'une municipalité dévorante et dont rien ne peut arrêter la voracité.

L'impôt foncier est tout aussi variable, et nous passons d'une limite qui nous laissait vivre à des exactions subites qui nous épuisent. Il est clair que les capitaux étrangers ne rechercheront pas les placements hypothécaires qui ne leur offrent aucune garantie. Mais ces mêmes, quant à ce qui concerne ce dernier point, le remède dépend de nous. Etablissons un système fiscal permanent, un système aux exigences modérées, et nous verrons les capitaux étrangers venir à nous en abondance, et nos valeurs foncières reprendre leur place dans l'estime du monde. Nous croyons que de toutes les réformes, cette dernière est la plus pressée, la réforme dans l'assiette et la levée de tous les impôts.

Les malfaiteurs et la police.

Depuis quelques jours, les rapports d'arrestations nocturnes, de garrottages, de vols à main armée, d'attentats contre la sûreté personnelle, ont été publiés par tous les journaux, et nous n'avons pas appris que les coupables aient été arrêtés.

Nous ne voulons pas mettre en doute le bon vouloir des chefs de la police, mais la faiblesse du corps ne lui permet pas de veiller avec succès sur tous les quartiers de la ville ; il en résulte l'état trouble et dangereux que nous signalons et l'impunité des malfaiteurs qui, la nuit, même dans les rues les plus fréquentées, exercent leur coupable industrie.

La sécurité, tout citoyen a le droit de la demander aux autorités municipales, et le plus impérieux des devoirs de ces dernières est d'y donner tous leurs soins. Sans doute la ville est trop pauvre et ne saurait maintenir une police assez nombreuse pour garantir à tous la plus chère des libertés. Mais, dans ces conditions fâcheuses, n'est-il pas d'autres moyens de prévenir les attentats contre les personnes et d'assurer l'arrestation et la punition des coupables ?

Le maire, le gouverneur ont le pouvoir d'offrir des récompenses pour l'arrestation des malfaiteurs. Pourquoi ne pas avoir recours à ce moyen, qui a déjà donné de bons résultats ?

Le comité de salut public a offert ses services, et l'on sait avec quel zèle ceux qui le composent viennent en aide à la police et à la justice.

Si tout cela ne suffit pas à purger la ville des bandits qui la déshonorent, les citoyens ont pour devoir d'organiser des patrouilles et de faire justice des individus pris en flagrant délit de vol ou d'outrage. Telle est aujourd'hui l'audace des scélérats, qu'ils pénètrent dans les maisons ouvertes, effraient les habitants par des menaces de mort, et emportent impunément les objets qui leur tombent sous la main.

Nous n'adresserons, pour le moment, de reproches à qui que ce soit ; nous connaissons les difficultés de la situation, mais il faut mettre fin à un état de choses qui empire de jour en jour par suite de l'impunité sur laquelle comptent les détrousseurs, garrotteurs et autres malfaiteurs.

Le jour où l'impunissance de la police à protéger la vie des citoyens et leurs propriétés est chose acquise, c'est aux citoyens à se protéger eux-mêmes. Une force et vigoureuse organisation ferait cesser non seulement les attaques nocturnes, mais encore ces rencontres sanglantes, ces rixes qui se terminent par un coup de revolver ou de poignard.

Il convient de prendre, au plus tôt, les mesures que les circonstances exigent.

Un navire ayant l'électricité pour moteur, va, prochainement, tenter de traverser la Manche. L'essai aura lieu au commencement de février.

Le théâtre de Savoy, à Londres, est complètement éclairé au gaz. Les dispositions prises sont telles, que si le globe qui modère l'éclat de la lumière d'une lampe vient à se briser, la lumière peut être éteinte à l'instant.

Le colonel George Dalton, de St. Louis, organise une compagnie dans le but d'élever des crocodiles. Un terrain doit être acheté dans le Sud de la Louisiane, propice à l'élève de ces reptiles au cuir imperméable. Quel est le but que se propose le colonel ? Vent-il, par suite des sentiments qui animent les sociétés protectrices des animaux, protéger les caïmans contre la chasse qui leur est faite, où veut-il s'assurer des dépouilles d'un grand nombre de ces sauriens ?

M. Quickberner, jeune nageur de première force, de New-York, a sauvé, en deux ans, trente-quatre personnes qui se noyaient. Le commissaire Osborne ayant reconnu les preuves de ces nombreux sauvetages, a demandé au secrétaire du Trésor qu'une récompense fût accordée à Quickberner. Le ministre a répondu par l'envoi d'une médaille d'or de 1ère classe, qui ornera la poitrine du sauveur intrépide.

Il se présente une foule si nombreuse aux dispensaires de New-York, pour demander la vaccination, que les médecins ne peuvent les satisfaire. Ils réclament de nouveaux aides.

Les Allemands fixés aux Etats-Unis ne partagent ni n'approuvent la politique de M. de Bismarck. Ils se prononcent avec une grande énergie contre le rescrit impérial. Ils éprouvent même une certaine humiliation en voyant la mère-patrie passer du régime représentatif à celui du pouvoir absolu. Ils vont avoir un meeting, à New-York, dans le but d'exprimer leur opposition au rescrit et d'adresser un appel aux libéraux du Reichstag afin que ceux-ci s'opposent énergiquement à l'adoption de toute loi tyrannique.

Chicago imite Philadelphie dans la guerre déclarée par cette dernière ville à ceux qui forment le juri dans un but coupable. Le "Times," de Philadelphie, avait offert une récompense de $4,400 pour la dénonciation et la preuve de la culpabilité de ces corrupteurs publics, et il a réussi à en faire arrêter une demi-douzaine. Un des membres les plus distingués du barreau de Chicago offre $500 pour la conviction de tout individu exploitant le même métier.

Les autorités de Covington, Kentucky, sont dans une grande perplexité. Un certain major Hicks, condamné à être pendu le 17, est tombé malade de la petite vérole. Le shériff veut que la pendaison soit renvoyée jusqu'à la guérison du condamné, car, dit-il, ni prêtre, ni shériff ne consentiraient à se trouver sur l'échafaud en compagnie du fléau.

Le mondre sanguinaire, Thibo, roi de Burmah, ayant le désir d'entendre quelques opéras bouffes en langue indienne, est parvenu à engager la troupe du théâtre Victoria de Bombay, à venir dans sa capitale. Par un caprice de tyran, il a obligé les artistes à ne paraître devant lui que pieds nus. Les représentations ont eu lieu au Palais. Les artistes sont surveillés par des soldats.

La représentation de l'Union Française, dimanche, 22 janvier.

Nous avons promis à nos lecteurs de les renseigner sur les apprêts de cette fête théâtrale qui doit, pensons-nous, les intéresser à plus d'un titre. C'est avec plaisir que nous tenons notre promesse.

Nous n'avons pas à nous étendre sur les mérites de l'institution de bienfaisance appelée à bénéficier du résultat financier de cette représentation. L'Union Française occupe dignement sa place au soleil. Grâce à l'énergie de ses directeurs, elle a conquis une importance et une popularité qui nous dispensent de tout commentaire. Son œuvre de secours est familière, non seulement à nos lecteurs, mais aussi à toute la population de la métropole du Sud. Nous n'entreprendrons donc point la tâche inutile de lui recruter des sympathies qu'on ne saurait lui refuser et qui, d'ailleurs, ne lui font point défaut.

Mais nous désirons faire ressortir ici les côtés exceptionnels de la solennité qui se prépare.

On sait déjà que le comité d'organisation a choisi *Faust*, le chef-d'œuvre de Gounod. Cette pièce unit ainsi, au mérite d'être l'un des opéras les plus aimés du répertoire lyrique, celui—tout particulier à cette circonstance—d'être l'œuvre d'un illustre compositeur français.

Comme on le voit, pour notre colonie française, le patriotisme ne perd jamais ses droits.

On s'en convaincra, d'ailleurs, plus profondément en remarquant, dans l'intermède musical, de la soirée, le célèbre chant national de la France—la *Marseillaise*—dont le souffle viril et puissant, à ne le considérer qu'au point de vue artistique, a toujours la vertu d'émouvoir l'auditoire, quelles que soient ses convictions ou ses nuances. On ne saurait guère, d'ailleurs, dans cette occasion—toute de bienfaisance et de plaisir—attacher à cet hymne aucune signification politique.

Chantée—en français, bien entendu,—par une belle et forte voix de femme, la *Marseillaise* ne peut manquer de produire un grand effet. Mlle Leslino, qui a bien voulu offrir ses concours, sera vêtue du peplum traditionnel; l'orchestre l'accompagnera, et le refrain sera répété par un chœur dissimulé dans les coulisses.

Les organisateurs ont ajouté : *Hail Columbia*, l'air national des Etats-Unis. Deux motifs, nous disent-ils, ont présidé à ce choix : le premier est d'honorer le pays dont ils sont les hôtes; le second de remercier le peuple américain du chaleureux accueil qu'il a fait aux délégués français.

Nous pensons que tout le monde voudra s'associer à cette courtoise manifestation.

Ici se place une remarque: Madame Prasini, à qui est échu le rôle de Marguerite, dans Faust, le chantera en français, ce qui ne saurait déplaire au nombreux auditoire de langue française, qui assistera à la soirée.

Disons enfin que, désireux de réunir le plus d'éléments possibles de succès, les organisateurs ont ajouté aux séductions du spectacle, l'attrait du tirage en loterie de deux superbes bracelets.

Théâtre de l'Opéra.

Ce soir *Ernani*, c'est à-dire l'une des productions les plus vigoureuses, les plus saillantes de Verdi. La première représentation en a été un succès ; sans nul doute le retentissement qu'elle a eu, vaudra à M. Strakosch une soirée fructueuse. On nous assure que la location est déjà très satisfaisante. La porte fera le reste ce soir.

Nous l'annoncions hier, il nous a été impossible d'assister à la *Traviata* mardi soir; mais on nous communique à ce sujet des détails que nous sommes bien heureux d'enregistrer ici : Mme Gerster, complètement remise de son indisposition, et surexcitée sans doute par la présence de la Patti, qui, le même soir, chantait un morceau du même ouvrage, s'est surpassée et a émerveillé un public que le théâtre avait peine à contenir. Son succès a été immense, et ne nous étonne point d'ailleurs; elle s'en est fait une donnée habituée; elle s'y obstine. Les Parthes, en s'éloignant, vous décochaient une dernière flèche, afin de vous laisser d'eux un terrible souvenir; Mme Gerster, en partant pour le Texas—d'où elle revient dans quelques jours, a, elle aussi, décoché à son auditoire, ses traits les plus charmants, afin de lui laisser de plus doux souvenirs, de plus vifs regrets. C'est du talent doublé de coquetterie, les femmes n'en font pas d'autres.

—ADELINA PATTI—

Ce soir, second et dernier concert-opéra d'Adelina Patti. Il y a de l'attraction, de la magie dans ce seul nom. Nous nous contenterons donc cette fois de l'écrire, en ajoutant que l'illustre cantatrice se fera entendre dans le 4me acte de la *Traviata*. Elle y sera secondée par les principaux artistes de la troupe, et par des chœurs bien nourris, dit-on, et par un orchestre qui a été justement applaudi mardi soir.

Nous savons ce qu'a été Marguerite ; dans quelques heures nous saurons ce qu'est Léonore. En pareil cas il est si facile de prophétiser que nous nous abstenons et attendons le plaisir promis.

L. P. C.

Opéra italien. Ce soir, *Ernani*, interprété par Mme Carrington, MM. Giannini, Ciapini et Maschi.

Samedi en matinée *Faust*, avec Mlle Leslino, pour la première fois, dans le rôle de Marguerite. Giannini remplira le rôle de Faust et Manciai celui de Méphistophélès.

Pour la matinée de samedi, le prix des places dans toutes les parties de la salle est réduit à $1, y compris les stalles réservées. On sera admis aux troisièmes pour 50 cts.

M. Strakosch, par suite d'arrangements pris avec Mme Gerster, s'est assuré le concours de cette brillante artiste pour quatre autres grandes représentations, qui seront les "Représentations d'adieu de Gerster." La première aura lieu lundi, 23 janvier, à son retour de Galveston. Mme Gerster chantera à cette occasion, pour la dernière fois à la Nlle-Orléans, le rôle de Rosine dans le *Barbier de Séville*. Voir aux annonces.

THEATRE ST-CHARLES. — Dimanche, 22 du courant, commencera l'engagement d'Annie Pixley dans le rôle de M'Liss, l'enfant des mœrns, une des pièces les plus populaires du théâtre américain. Annie Pixley chante aussi et ses talents divers en font une des actrices les plus remarquables d'Amérique.

Ce soir, on entendra la Patti au théâtre St-Charles. C'est son second et dernier concert ici.

ACADÉMIE DE MUSIQUE — Les représentations de "Galley Slave" sont très courues et méritent de l'être. Elles dureront toute la semaine.

☞ Grande variété de chapeaux de soie, de feutre, de velours, de crap des dernières genres, pour messieurs, jeunes gens et enfants, au Robt. E. Lee.

Les restes de John Burnside, le millionnaire de la Nouvelle-Orléans, ont été déposés dans le cimetière Union, comté de Monroe, Virginie Orientale.

Les rois excitent la curiosité autant que les plus fameuses prima-donna. Le roi et la reine d'Espagne, le roi et la reine de Portugal avaient annoncé leur présence, un soir, au théâtre de Lisbonne; les places se sont vendues $190, et les loges $500.

De Gascon à Marseillais :

Le Gascon.—Dans mon pays, quand on sème des choux de Bruxelles, il n'est pas rare de récolter des choux pommés, tant ils sèvre cet gros dreuns.

Le Marseillais.—Té, la belle affaire! Moi qui vous parle, j'ai un jour laissé tomber une boîte d'allumettes dans une de mes propriétés. Et bien, l'année suivante il en a mis trouvé au face d'une forêt de poteaux télégraphiques.

Le bohème P..... a essayé d'emprunter cinq louis à M. de ***, le banquier assez riche que pingre que tout le monde reconnaîtra.

Celui-ci, naturellement, enveloppe son refus dans la pipilette d'une formule aussi banale que courtoise :

—C'est une fin de non-recevoir ! s'écrie P..... désolé.

—Sans ! dit platôt, réplique D....., que j'ai une fin de non écouter.

Henriettaisez la France !

Nous sortons de la séance d'inauguration de l'Ecole des hautes études commerciales. La Chambre de commerce de Paris a tenu à montrer elle même au public son œuvre: elle était là, toute entière, avec son président, M. Rey. "C'est un milliard de chiffre d'affaires que vous avez sous les yeux," nous a dit un voisin. Le gouvernement, de son côté, était représenté par le président du Sénat et le ministre du commerce. C'était, on le voit, une assez belle fête, et aussi une assez belle revanche prise par le haut négoce français contre les déclamations d'une certaine presse.

C'est, en effet, un curieux spectacle, que celui qui nous a été donné récemment par quelques journaux intransigeants et réactionnaires : au milieu des discussions qu'a soulevées la question tunisienne, on a vu surgir une économie politique tout à fait nouvelle. D'après cette doctrine, un peuple qui se respecte ne peut ni rechercher des débouchés à son commerce, ni défendre ses intérêts extérieurs. Avoir des colonies est un malheur ; ouvrir des comptoirs, une honte. Bref, une nation qui veut bien vivre a pour devoir de se laisser couper les vivres par ses concurrents. Cette doctrine, si monstrueuse que ces doctrinaires, et à les en croire, l'économie politique n'aurait été comprise que par l'auteur de la célèbre définition : "Les affaires, c'est l'argent des autres."

Nous n'avons jamais craint sérieusement de voir ces doctrines se propager dans notre pays. La France a mis, il est vrai, trop longtemps à se débarrasser des vieux préjugés de l'époque aristocratique contre le commerce, contre l'argent. Mais enfin, elle s'en est défaite ; et s'il était resté encore quelques débris de ces idées fausses, l'expérience de ces dix dernières années aurait suffi à les balayer pour jamais. Un peuple ne passe pas par où nous avons passé ; il ne s'en voit pas, après avoir été à deux doigts de la servitude et de l'anéantissement, rappelé à la vie, ressuscité, par la vertu magique de l'épargne patiente, du travail acharné, de la production à outrance, sans retirer de cette expérience quelques leçons, sans se convaincre, par exemple, que le commerce a été l'une des panacées auxquelles il doit la santé, la force, la foi dans son génie et dans l'avenir.

Non, notre pays n'est pas près de mépriser "les affaires." Et pourtant, c'est avec une espèce de soulagement qu'on entend des hommes d'une autorité à la fois spéciale et élevée, un ministre du commerce, un président du Sénat, un président de ce Sénat des affaires qui se nomme la Chambre de commerce parisienne, venir proclamer une fois de plus ces vérités essentielles, dont l'Angleterre vit depuis deux siècles, et dont il faut que nous nourrissions nos enfants.

Il ne faut plus laisser dire que les affaires sont une carrière subalterne, bonne pour ceux à qui de plus hautes idées sont interdites. La vérité, c'est qu'il est peut de fonctions sociales où l'homme puisse montrer son esprit plus délicat, sa puissance d'initiative plus à l'aise que celle du commerçant moderne qui, par le télégraphe, sait d'heure en d'heure les fluctuations des marchés du monde entier, les mouvements de l'offre et de la demande, toujours à l'affût de la moindre opportunité pour faire profiter son pays de l'abondance dont peut jouir quelque point de la terre ; occupé, si l'on ose ainsi parler, à tâter continuellement le pouls de l'humanité tout entière, pour satisfaire à ses besoins. Ce n'est pas trop, peut-on rôle pareil, d'hommes égaux par la culture, par le coup d'œil, la largeur d'esprit et la décision, aux plus habiles que puisse produire une grande nation. Et ce n'est pas trop pour les préparer, d'une école spéciale, où on soit admise qu'une élite sortie de notre enseignement secondaire ; ce n'est pas trop d'une Ecole polytechnique de commerce.

La vérité, c'est encore que le commerce, dans notre époque où la bureaucratie ne fait que trop de progrès, est une école bien nécessaire d'indépendance : "On y trouve, comme l'a excellemment dit M. Roy, on y trouve parfois la fortune, mais toujours l'indépendance." Cela est vrai, et ce n'est pas seulement de l'indépendance matérielle qu'il faut l'entendre ; c'est aussi, c'est surtout de l'indépendance du caractère.

Et à ce titre, les affaires, " où l'on apprend à ne pas solliciter de place, mais à se faire la sienne dans le monde, " sont, il faut le dire très haut, un apprentissage des véritables mœurs démocratiques.

C'était, qu'avait parfaite le don d'avilir de nobles idées par sa façon basse de les exprimer pour les autres, a eu un mot malheureux : " Enrichissez vous !" disait-il aux gens de son temps. Voilà justement le petit côté des affaires, celui par lequel il faut les présenter aux Français, si l'on veut les leur désgoûter. Car avec les Français il faut toujours, pour leur faire agréer les choses utiles, y joindre un assaisonnement d'honneur et de générosité. Nous, hommes d'une génération que " les affaires" ont sauvée de la décadence et de la honte, entendons mieux les choses, et nous disons hautement, et par notre exemple, et par la création d'institutions comme celles dont nous venons d'admirer l'inauguration, nous disons, à ceux qui nous suivent : " *Enrichissez vous Pour!* " Le mot est de M. *Léon Say* : rapportons-le lui, il en vaut la peine, car il renferme, en substance, toute une théorie patriotique du commerce.

(Le Globe.)

☞ Le comble de l'élégance : se coiffer au magasin du "Robt. E. Lee."

☞ Excellente musique et délicieuses cocottes matinées, tous les soirs, au Jardin Wagner.

—Jeunes et vieillies, pour faire usage d'un ex cellent fortifiant, le Bitter Malakoff.

—On prépare, au ministère de la marine, en France, un projet de loi portant suppression de la Caisse des Invalides ; ce projet sera déposé sur le bureau de la Chambre à l'ouverture de la session de 1882.

Dans la pensée du ministre, qui prend l'initiative de cette réforme, la Caisse des Invalides devra cesser de fonctionner à partir du 1er janvier 1883 et, à cette même date, le service des pensions aux officiers et agents divers de la marine sera fait directement par les caisses du Trésor. D'ailleurs, les fonctionnaires civils de la marine seront soumis, comme tous les agents de l'Etat, au régime de la loi de 1853 sur les pensions civiles ; jusqu'à ce jour, les employés de l'administration centrale de la marine étaient seuls régis exceptionnellement par le décret de 1808.

Quant à la caisse dite des *gens de mer*, actuellement administrée par la Caisse des Invalides, elle serait, dit-on, confiée au service de la Caisse d'épargne postale.

On se préoccupe au ministère des finances de la question des dégrèvements ; il n'est pas probable qu'en dégrève l'impôt foncier, qui est un impôt direct ; mais les dégrèvements projetés équivaudront à celui-là ; on ce sens qu'ils toucheront aux intérêts agricoles.

—Un jeune viveur qui a beaucoup voyagé dans la mer Louisiane, joue au baccara, *chemin de fer*.

Un de ses voisins, le surprenant en flagrant délit, lui offre sur le visage une gifle et de l'autre côté un coup de pied si bien appliqué que la semelle reste marquée.

Le jeune viveur quitte la partie et monte quelques minutes après dans un autre cercle.

—Que vous est-il donc arrivé? lui demande quelqu'un, en voyant sur sa joue la trace d'une superbe semelle.

—Ah ! répondit-il d'un air dégagé, c'est un simple accident de chemin de fer.

Deux petits employés devisent, boulevard Bonne-Nouvelle, de leur restaurant respectif.

—Moi, dit l'un, je vais au bouillon Duval.

—Tiens ! moi aussi !

—Je vais à celui qui est au coin de la rue Saint-Pierre.

—Moi, je vais à celui du boulevard Montmartre.... C'est celui des Rothschild !

Mme V..... demande à une de ses amies des nouvelles de M. de M..... dont les bottines font d'une grandeur plus que respectable.

—On m'a dit que vous lui aviez dédandu de mettre les pieds chez vous !

—Mais oui, ma chère, mon appartement est trop petit !

Préliminaires du duel :

N. B.—Cela se passe entre gens dont la vie n'est pas absolument régulière.

—Votre heure ?

—La pointe du jour.

—Soit.

—Alors, trois heures de l'après-midi.

Décédée, à Bonfouca, paroisse St-Tammany, le 14 janvier, à l'âge de 76 ans et huit mois, Dame PAULINE COUBIN, née TRICOU.

Décédée hier, à 9 heures du matin, à l'âge de 17 ans et 6 mois, MARIE AUGUSTA GARCIA. Les amis et connaissances de la famille sont priés d'assister à l'enterrement qui aura lieu aujourd'hui, à 3 heures de l'après-midi. Le corps est exposé au No 265 de la rue Dorgenois, entre Colombus et Lafayette.

De la part de sa grand'mère, Mme veuve Mel

THEATRE ST-CHARLES.

Commencant Dimanche, 22 Janvier, MATINÉES MERCREDI ET SAMEDI,

Combinaison McDonough et Fulford.

—AVEC—

ANNIE PIXLEY,

Dans la pièce la plus populaire de la scène américaine, intitulée

M'LISS,

CHILD OF THE SIERRAS

Dans laquelle MISS PIXLEY chantera plusieurs morceaux de choix. 19jan—

Grand Fancy Dress and Calico Ball

Se dara la nuche del Sabado, 21 de Enero, la

Sociedad de Beneficiencia Hispanos Filipanos,

Bora en BALL en el Stonewall Jackson Hall, Calle Elysian Fields.

Comité d'arrangements :

D. F. Villarreal, Chairman.
J. Policarpio, F. Molina, F. Jesus,
G. Gomez, F. Abraham, Sotero Alvarez.

Commissaires :

G. Gomez, Chairman ;
G. Bagot y Gabaldo H. Fiestas, M. Trask,
A. Manty F. Rendueles, D. J. Villarreal,
J. Bermejo Jr. J. Marcelal, M. Birge
J. Suarez. J. Cundrado, J. Policarpio,

Comité de Réception

R. Zeal, Chairman
D. J. Villarreal, S. Pistarie, E. Alcantara,
P. Jesus, P. Gallardo, F. Rosale.
19 janv—3f

Bureau de Surveillance Needed Warehouse Co., coin des rues Conti et Peters—Nouvelle-Orléans, 18 janvier 1882—Les actionnaires de la susdite corporation sont priés au bureau de la Compagnie LUNDI, 23 janvier 1882, à 7 heures P. M.

P. A. COUAND, Secrétaire.

19jan—2s 23

On demande

UNE FEMME de confiance comme domestique de maison. Inutile de se présenter sans les meilleures recommandations. S'adresser au No 19 jan—7f rue de l'Hôpital.

DRS S. & D. DAVIESON,

7 -- rue des Remparts -- 7

NLLE ORLÉANS, LNE.

Or David Davieson,

M R C S. LONDRES, M. D GIESSEN, NEW YORK.

Auteur du "Practical Observations on Nervous Debility" "Essay on Marriage" etc. Conférencier sur l'Anatomie, la Physiologie, etc., au Musée d'Anatomie de l'Etat du Missouri St-Louis Mo

désire annoncer aux citoyens de la Nlle-Orléans et des environs qu'on peut le consulter jusqu'au 30 avril prochain, à son salon

7 RUE DES REMPARTS, entre Canal et Dauphine.

Tous les jours de 10 a m à 3 p m et le soir de 6 à 8 heures.

Le Dr DAVIESON ayant adopté comme spécialité le traitement et la cure des

MALADIES DE NERFS,

a consacré des années à l'étude et aux recherches de cette branche de la science médicale qui a trait plus particulièrement aux maux causés par les folies ou les indiscrétions de la jeunesse, ayant pour résultat des débilités nerveuses, physiques et morales, et la perte de toute vitalité et au lengue et vaste expérience acquise dans les meilleurs hôpitaux européens en même temps que les soins de bien des années en Europe et en Amérique lui permettent de garantir un

SOULAGEMENT A TOUS CEUX QUI SOUFFRENT

et qui le consulteront. Le Dr Davieson a été surtout remarquablement heureux dans ses TRAITEMENTS PAR CORRESPONDANCE

Il est, cependant, préférable qu'une entrevue au moins ait lieu si c'est possible.

Le Dr DAVIESON appelle surtout l'attention des personnes qui se confient aux soins de charlatans ignorants, sur un fait qu'ils ne font qu'augmenter leurs maux. Le médecin qui comprend sa profession et qui travaille honnêtement à la faire avancer dans l'intérêt de l'humanité est le bienfaiteur, et la haute estime dont jouit le Dr Davieson auprès des médecins eux-mêmes, est une preuve que tous ceux qui s'adressent à lui peuvent avoir une FOI IMPLICITE EN UNE CURE PROMPTE ET PERMANENTE.

Le travail du Dr DAVIESON "Practical Observations" qui en est à sa 150me édition, sera reconnu comme un guide de valeur et sera obtenu gratuitement sur demande.

Le Dr DAVIESON peut être consulté au No 7 de la rue des Remparts, entre Canal et Dauphine, à la Nlle-Orléans, jusqu'au 30 avril après quelle date son adresse sera au No 1707 rue Olive, à St-Louis, où il est domicilié depuis nombre d'années.

Heures de consultation à son bureau : de 10 heures a m à 3 heures p m. et de 6 à 8 heures p m. Le dimanche de 10 heures a m à 2 heures p m seulement. 19 jan—au 30 avril

Beaux Chapeaux POUR Dames, Demoiselles Et Enfants.

Mme C. SAMSON.

150 RUE CANAL.

LES DERNIERS GENRES, LE PLUS GRAND ASSORTIMENT ET LES PRIX LES PLUS BAS. 18 jan—

GRANDES RÉDUCTIONS

L. UTER,

47----RUE ROYALE----47

Le plus grand et le plus riche assortiment de MEUBLES FRANÇAIS pour chambre et TRUMEAUX du Sud, de tous genres, de toutes grandeurs, de tous prix ; aussi, la collection la plus complète et la plus recherchée de GRAVURES et PHOTOGRAVURES encadrées le plus élégamment et artistiquement possible.

Assortiment immense de Stores pour fenêtres, Corniches, Bandes de Rideaux, Cadres à Portraits et à Gravures à Chromos de toutes les descriptions. Articles à l'usage d'Artistes, Meubles à portraits pour chambre, Meubles, Bracking, Cordons à Portraits et Glands.

Ordres de la campagne, en gros et en détail remplis promptement et avec soin. 15 déc—

WM. E. MURPHY, AVOCAT,

Au No 77 de 16 rue de la DOUANE ENTRE LA RUE DE CHARTRES ET LE PASSAGE DE LA ROUSSE.

Consultations de 9 à 3 heures, en français et en anglais.

GANTS

A BON MARCHÉ.

GANTS de France clairs, 2 boutons, Nos 5 1/2 à 6 1/2, la paire à..... 25c

—AUSSI—

Gants à 2, 3, 4, 6, 8, 10 et 12 bout, et Gants Mousquetaires.

GANTS d'hommes, clairs, 2 boutons, toutes les tailles, la paire..... 50c

GANTS d'hommes, 1 bout. à 85c et $1,15.
" " 2 " $1,40 et $1,75.

Chez

VIPLE & PÉRET,

Importateurs, Nos 10 et 12 rue Bourbon, près Canal.

N. B.—Cette maison important dernièrement et n'ayant que de faibles frais de magasin vend à bien meilleur marché que toute autre. 17janv—1MV

Etat Annuel de la Compagnie d'Assurances de la Nlle-Orléans.

Pour l'année expirant le 31 décembre 1881

Primes sur les incendies	$285 620 64	
Primes maritimes	72 924 07	
Primes de rivières	32,776 02	
		$393,320 77
Plus primes acquises au 1 janvier dernier		102,601 26
		$494,922 03
A déduire—		
Primes non acquises	$97 993 10	
Primes remboursées	22,813 78	
Réescompte	32,012 35	
		152,820 23
Primes nettes acquises		$342,102 80
A ajouter—		
Intérêts, loyer et revenus	$26,465 99	
Profits encaissés	114,569 69	
		150,035 67
		$513,548 67

A déduire pertes payées—

Feu	$119,157 82	
Marine	13,948 15	
Rivière	31,569 95	
	$183,675 92	
Réduction, commissions, dépenses, taxes, salaires, Bureau de l'Etat, dépenses générales	124,299 27	
Dividende du 1er juillet 1881	25,000 00	
Dividende du 1er décembre 1881	25,000 00	
		257,975 29
A déduire—		$255,573 38
Réescomptes, rétrocessions et dues	$11,626 93.	
Primes remboursées non réglées	21,200 00	
Réescomptes des primes	7,560 00	
Réclamations non acceptées	5,000 00	
		45,325 83
Surplus net		$110,247